



**ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES
CONDENSÉS NON AUDITÉS
AU 31 MARS 2011**

RESSOURCES STRATECO INC.

Bilans intermédiaires

(non audités)

	31 mars 2011	31 décembre 2010 (note 5)	1 ^{er} janvier 2010 (note 5)
	\$	\$	\$
ACTIF			
ACTIF COURANT			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 1)	7 720 499	15 057 929	2 794 325
Crédits d'impôt à recevoir	10 035 714	8 149 396	9 306 880
Taxes de vente à recevoir	1 003 478	791 607	334 951
Actifs financiers disponibles à la vente	100 000	135 000	45 000
Frais payés d'avance et autres	183 130	370 761	287 348
	19 042 821	24 504 693	12 768 504
PARTIE NON COURANTE DE CRÉDITS D'IMPÔT À RECEVOIR			
PROPRIÉTÉS MINIÈRES (note 6)	2 043 190	1 935 799	-
FRAIS REPORTÉS D'EXPLORATION (note 6)	5 149 508	5 132 913	8 018 366
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 7)	56 663 342	51 263 145	40 351 341
	9 690 907	10 177 241	1 804 421
	92 589 768	93 013 791	62 942 632
PASSIF			
PASSIF COURANT			
Créditeurs et charges à payer	3 289 652	2 907 777	1 697 302
Prêts à payer (note 8)	3 829 927	3 775 843	-
Partie courante d'obligations découlant de contrats de location-acquisition	199 650	275 244	156 814
Autre passif	-	421 057	490 348
	7 319 229	7 379 921	2 344 464
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION			
BILLETS CONVERTIBLES (note 8)	41 588	45 003	171 522
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS	5 923 162	5 588 713	-
OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 926 060	5 911 466	4 346 770
	1 928 917	1 925 397	209 755
	22 138 956	20 850 500	7 072 511
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	69 923 466	69 827 133	56 882 068
Composante capitaux propres des billets convertibles	4 933 323	4 933 323	-
Bons de souscription	3 383 533	3 383 533	-
Surplus d'apport	9 410 227	9 419 946	8 814 337
Autres éléments du résultat étendu	(200 000)	(165 000)	(255 000)
Déficit	(16 999 737)	(15 235 644)	(9 571 284)
	70 450 812	72 163 291	55 870 121
	92 589 768	93 013 791	62 942 632

Continuité d'exploitation (note 1)

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires condensés.

RESSOURCES STRATECO INC.

États intermédiaires du résultat (perte)

(Non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2011	2010 (note 5)
	\$	\$
DÉPENSES		
Consultants et frais professionnels	433 334	199 076
Rémunération à base d'actions	21 667	26 985
Communications et dépenses promotionnelles	282 640	271 396
Dépenses de bureau	74 888	69 195
Dépréciation des immobilisations corporelles	11 649	6 127
Perte d'exploitation	(824 178)	(572 779)
Revenus financiers	(34 931)	(10 378)
Frais financiers		
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles	334 449	188 157
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	22 810	1 887
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer	54 085	-
Intérêts et frais bancaires	79 493	572
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition	6 529	7 744
Perte avant impôts sur les résultats	(1 286 613)	(760 761)
Recouvrement d'impôt sur les résultats	(107 390)	(335 831)
Charge d'impôts différés (recouvrement)	584 870	(1 341 092)
RÉSULTAT NET (PERTE)	(1 764 093)	916 162
RÉSULTAT NET (PERTE) PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ	(0,013)	0,007
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	139 882	122 429

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires condensés.

États intermédiaires du résultat étendu (perte)

(Non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2011	2010 (note 5)
	\$	\$
Résultat net (perte)	(1 764 093)	916 162
Autres éléments du résultat étendu (perte)		
Variation de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction	(35 000)	(5 000)
Résultat étendu (perte)	(1 799 093)	911 162

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires condensés.

RESSOURCES STRATECO INC.
États intermédiaires des flux de trésorerie
(Non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2011	2010 (note 5)
	\$	\$
Flux de trésorerie générés par (affectés aux)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net (perte)	(1 764 093)	916 162
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Rémunération à base d'actions	21 667	26 985
Charges de désactualisation	411 343	190 044
Amortissement des immobilisations corporelles	11 649	6 127
Charges d'impôts différés (recouvrement)	584 870	(1 341 092)
	(734 564)	(201 774)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Crédits d'impôt à recevoir	(107 389)	816 121
Taxes de vente à recevoir	(211 871)	(772 431)
Frais payés d'avance et autres débiteurs	187 631	(176 087)
Créditeurs et charges à payer	(27 125)	609 945
	(158 754)	477 548
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(893 318)	275 774
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de propriétés minières	(16 595)	(1 820)
Augmentation des frais d'exploration reportés	(5 900 261)	(4 130 295)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(518 247)	(1 338 949)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 435 103)	(5 471 064)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital-actions, billets convertibles et bons de souscription	-	15 000 000
Frais d'émission	-	(190 406)
Exercice des options d'achat d'actions	70 000	-
Paiements sur obligations découlant de contrats de location-acquisition	(79 009)	(44 711)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(9 009)	14 764 883
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	(7 337 430)	9 569 593
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	15 057 929	2 794 325
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	7 720 499	12 363 918

Opérations de trésorerie :

Intérêts reçus	34 931	10 461
Intérêts payés	81 246	-

Informations supplémentaires sur le flux de trésorerie (note 9)
Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires condensés.

RESSOURCES STRATECO INC.

États intermédiaires des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

	Nombre d'actions ordinaires en circulation	Capital social	Composante capitaux propres des billets convertibles	Bons de souscription	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$		\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2010	121 806 432	56 882 068	-	-	8 814 337	(255 000)	(9 571 284)	55 870 121
Perte nette	-	-	-	-	-	-	916 162	916 162
Autres résultats étendus (perte)	-	-	-	-	-	(5 000)	-	(5 000)
Résultat étendu (perte)	-	-	-	-	-	(5 000)	916 162	911 162
Placements privés	100 000	81 883	-	13 117	-	-	-	95 000
Billets convertibles, déduction faite des impôts	-	-	5 304 849	2 055 475	-	-	-	7 360 324
En contrepartie des frais d'émission	789 474	646 442	-	103 558	-	-	-	750 000
Frais d'émission, déduction faite des impôts	-	-	(371 526)	(94 800)	-	-	-	(466 326)
Charge de rémunération à base d'actions	-	-	-	-	26 985	-	-	26 985
Impôts sur les résultats reportés	-	89 268	-	-	-	-	-	89 268
Solde au 31 mars 2010	122 695 906	57 699 661	4 933 323	2 077 350	8 841 322	(260 000)	(8 655 122)	64 636 534
Solde au 1^{er} janvier 2011	139 848 206	69 827 133	4 933 323	3 383 533	9 419 946	(165 000)	(15 235 644)	72 163 291
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(1 764 093)	(1 764 093)
Autres résultats étendus	-	-	-	-	-	(35 000)	-	(35 000)
Résultat étendu	-	-	-	-	-	(35 000)	(1 764 093)	(1 799 093)
Exercice d'options d'achat d'actions	175 000	105 000	-	-	(35 000)	-	-	70 000
Impôts sur les résultats reportés	-	(8 667)	-	-	-	-	-	(8 667)
Charge de rémunération à base d'actions	-	-	-	-	25 281	-	-	25 281
Solde au 31 mars 2011	140 023 206	69 923 466	4 933 323	3 383 533	9 410 227	(200 000)	(16 999 737)	(70 450 812)

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires condensés.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

1. STATUT, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Strateco inc., la (« Société »), constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, se spécialise dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal, est situé au 1225, rue Gay-Lussac, Boucherville, Québec, J4B 7K1, Canada. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto TSX.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières et les frais d'exploration reportés renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières, des frais d'exploration reportés et des immobilisations corporelles dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration, le développement de ses biens, la construction et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

Les états financiers intermédiaires condensés non audités ci-joints ont été préparés conformément aux principes comptables, applicables à une société en exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute substantiel quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation, tel que décrit dans le paragraphe suivant. Ces états financiers intermédiaires condensés non audités ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications du bilan qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011, la Société a comptabilisé une perte de 1 764 093 \$ (un revenu de 916 162 \$ pour la période terminée le 31 mars 2010) et a accumulé un déficit de 16 999 737 \$ au 31 mars 2011. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'aménagement et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Au 31 mars 2011, la Société disposait d'un fonds de roulement de 11 723 592 \$ incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 7 720 499 \$ dont 1 391 243 \$ étaient réservés conformément aux modalités des financements accreditifs. La direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 mars 2012. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses et/ou l'arrivée de nouveaux partenaires et/ou un regroupement d'entreprise. Malgré le fait que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers intermédiaires condensés non audités.

L'exercice financier de la Société se termine le 31 décembre. Les états financiers intermédiaires condensés non audités de la période de présentation de l'information financière terminée le 31 mars 2011 (y compris les états comparatifs) ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 13 juin 2011.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers intermédiaires condensés non audités de la Société sont décrits ci-dessous :

MODE DE PRÉSENTATION ET ADOPTION DES IFRS

La Société dresse ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada tels qu'énoncés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le « Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été révisé pour refléter l'adoption des Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent les normes en vigueur pour les exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la Société a commencé à utiliser ces bases de présentation dans ces états financiers intermédiaires. Dans les états financiers, l'expression « PCGR du Canada » fait référence aux PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Ces états financiers intermédiaires condensés non audités ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire (« IAS 34 ») et aux Normes internationales d'information financière (« IFRS 1 »). Par conséquent, ils ne comportent pas tous les renseignements exigés dans le cadre d'états financiers annuels complets requis par les IFRS telles qu'énoncées par le International Accounting Standards Board (« IASB ») et les interprétations du International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

Selon les options de transition privilégiées décrites à la note 5, les conventions comptables présentées ci-dessous ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées dans ces états financiers intermédiaires condensés non audités. Elles ont aussi été appliquées pour dresser le bilan d'ouverture conforme aux IFRS au 1^{er} janvier 2010 (se reporter à la note 5) pour les besoins de la transition aux IFRS, tel qu'exigé en vertu de l'IFRS 1.

Les conventions appliquées dans le cadre de ces états financiers intermédiaires sont fondées sur les IFRS émises et en circulation au 13 juin 2011, soit la date à laquelle le conseil d'administration a approuvé la publication des présents états financiers intermédiaires. Toute modification ultérieure aux IFRS qui serait émise et en vigueur au 31 décembre 2011 pourrait se solder par un redressement de ces états financiers intermédiaires, incluant les ajustements de transition constatés lors de la conversion aux IFRS.

Les états financiers intermédiaires condensés non audités devraient être lus en parallèle avec les états financiers annuels conformes aux PCGR du Canada de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Les notes 5, 6, 7 et 8 présentent les renseignements exigés en vertu des IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 qui ne sont pas présentés dans les états financiers annuels 2010 et qui sont considérés importants pour mieux comprendre les états financiers intermédiaires condensés non audités.

BASES D'ÉVALUATION

Ces états financiers intermédiaires condensés non audités ont été dressés sur la base des coûts historiques, à l'exception de la réévaluation de certains instruments financiers à leur juste valeur. De plus, ces états financiers intermédiaires condensés non audités ont été dressés selon les principes de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception des renseignements portant sur les flux de trésorerie.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que les placements courants hautement liquides dont l'échéance initiale était d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

COÛTS D'EXPLORATION ET ÉVALUATION

L'exploration et l'évaluation («E&E») des actifs sont constituées de frais d'exploration reportés et de propriétés minières. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'exploration et l'évaluation des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur, sont passés en charges immédiatement.

Les coûts d'E&E comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition ou à la juste valeur dans le cas d'une dévaluation causée par une perte de valeur. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production. Ces coûts sont radiés lorsque les propriétés sont abandonnées ou lorsque le recouvrement des coûts ou l'accès aux ressources est incertaine.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés dans les coûts ou les recouvrements de propriétés lorsque les paiements sont versés ou reçus.

Les coûts d'E&E comprennent généralement aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les coûts d'exploration et d'évaluation reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les coûts d'E&E incluent le coût pour :

- ◆ établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme étant une ressource minérale;
- ◆ déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- ◆ les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- ◆ les activités relatives aux permis; et
- ◆ les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Lorsqu'un projet minier arrive à l'étape du développement, les coûts d'E&E sont capitalisés en coûts de développement minier dans les immobilisations corporelles. Si une activité d'E&E s'avère non rentable, tous les coûts irrécouvrables associés au projet sont radiés.

Les coûts d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Les flux de trésorerie attribuables aux coûts d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement à l'état des flux de trésorerie, aux rubriques Acquisition de propriétés minières et Augmentation des frais d'exploration reportés.

AIDE GOUVERNEMENTALE

Les crédits de droits miniers sont constatés à l'état des résultats (perte) à titre de recouvrement d'impôts courant. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagées dans la province de Québec qui est imputé aux frais d'exploration reportés.

FOURNITURES D'EXPLORATION

Les matériaux et les consommables sont évalués au montant le moins élevé entre le coût d'achat et la valeur recouvrable nette. Les inventaires de fournitures d'exploration seront utilisés pour l'exploration et sont évalués au montant le moins élevé entre le PEPS et la valeur recouvrable nette. Les coûts comprennent le coût d'acquisition, le transport et les autres coûts directement attribuables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue, et une estimation initiale des coûts de démantèlement et d'enlèvement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé.

Les coûts de réparation et d'entretien sont portés à l'état du résultat (perte) dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

L'amortissement des immobilisations corporelles, s'il est lié aux activités d'E&E, est capitalisé dans les frais d'exploration reportés. Pour les actifs qui ne sont pas liés aux activités d'E&E, la charge d'amortissement est portée à l'état du résultat (perte).

Les immobilisations corporelles, incluant les actifs faisant l'objet de contrats de location-financement, sont amorties en fonction du coût des actifs inclus dans les immobilisations corporelles moins leur valeur résiduelle estimative, en utilisant la méthode linéaire jusqu'en 2014, qui est la date prévue de la décision de production finale, à l'exception de certains véhicules, du campement et des infrastructures, du matériel roulant et de certaines pièces d'équipement, qui sont amortis sur une période de trois à dix ans, basée sur leur durée de vie utile estimative.

La Société répartit le montant initialement constaté en vertu de chaque actif inclus dans les immobilisations corporelles parmi les composantes significatives et déprécie séparément chacune des composantes. La valeur résiduelle, la méthode d'amortissement et la durée de vie utile des actifs sont révisées annuellement et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les autres gains ou pertes à l'état du résultat (perte).

DÉVALUATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les immobilisations corporelles, les dépenses d'E&E et les actifs incorporels sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

BAUX

Les baux en vertu desquels une part significative des risques et des bénéfices inhérents à la propriété demeurent au bailleur sont considérés comme des baux d'exploitation. Les paiements versés en vertu de baux d'exploitation (déduction faite de tout avantage reçu de la part du bailleur) sont imputés à l'état du résultat (perte) ou dans les frais d'exploration reportés sur la période du bail.

La Société loue certaines pièces d'équipement. Les contrats de location d'équipement pour lesquels la Société assume en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au montant le moins élevé de la juste valeur de l'équipement loué et de la valeur actualisée des paiements de location minimums.

Chaque paiement de location est réparti entre le passif et les frais de financement. Les obligations de location qui en découlent, déduction faite des frais de financement, sont incluses dans les passifs. La composante intérêt du coût de financement est imputé à l'état du résultat (perte) dans les frais de financement sur la période du contrat de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde résiduel du passif pour chaque période.

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement au bilan lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est comptabilisée à l'état du résultat, du résultat étendu et du déficit comme frais de financement.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle de fixation de prix de Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets et la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) du montant des billets convertibles et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée par suite de la constatation initiale, sauf au moment de la conversion ou de l'échéance.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

PROVISIONS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE RESTAURATION, DE RÉHABILITATION ET D'ENVIRONNEMENT

Des provisions pour les coûts de restauration environnementale et les réclamations juridiques, le cas échéant, sont constatées lorsque : (i) la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle en raison d'événements antérieurs; (ii) il est plus probable qu'improbable qu'un déboursé de ressources sera nécessaire pour acquitter l'obligation; et (iii) le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions sont évaluées selon les meilleures estimations de la direction concernant les montants requis pour s'acquitter de l'obligation à la fin de la période de présentation, et sont escomptées à leur valeur actualisée lorsque l'effet est important. L'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est constatée dans les frais de financement. Les variations d'hypothèses ou d'estimations sont reflétées dans la période au cours de laquelle elles se produisent.

Une obligation juridique ou implicite d'engager des dépenses de restauration, de réhabilitation et d'environnement peut se matérialiser lorsqu'une perturbation environnementale est attribuable aux travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur une propriété minière. De tels coûts découlant de la mise hors service d'une usine et d'autres travaux de préparation d'un site, escomptés à leur valeur actualisée nette, sont prévus et capitalisés au début de chaque projet dans la valeur comptable de l'actif, dès que l'obligation d'engager de tels coûts se matérialise. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques au passif, à l'exception des risques pour lesquels les futurs flux de trésorerie estimatifs ont déjà été ajustés. Le passif associé est ajusté pour chaque période du dénouement du taux d'actualisation et pour les variations du taux d'actualisation basé sur les conditions du marché, le montant ou la durée des flux de trésorerie sous-jacents requis pour s'acquitter de l'obligation. La Société constate également un montant d'actif correspondant, lequel est amorti sur la durée de vie utile résiduelle de l'actif.

TRANSACTION DE PAIEMENTS À BASE D'ACTIONS

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés est constatée dans les dépenses ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés sur la période d'exercice, avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsque l'individu est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée sur la période d'exercice des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées. À chaque date de présentation de la situation financière, le montant constaté à titre de dépense est ajusté pour refléter le nombre réel d'options d'achat d'actions qui seront exerçables.

FRAIS D'ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT

Les frais d'émission de titres d'emprunt sont présentés en réduction des billets convertibles et des prêts à payer et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt en vigueur.

CAPITAL SOCIAL ET BONS DE SOUSCRIPTION

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES

La Société finance certains frais d'exploration au moyen de l'émission d'actions accréditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accréditives et une charge d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») est constaté à titre de passif d'impôt différé, lequel est renversé dans le résultat lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat étendu ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat étendu ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les opérations minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenu en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires suivants ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

Les impôts sur les résultats sont cumulés dans les périodes intermédiaires à l'aide du taux d'imposition qui serait applicable au bénéfice annuel prévu.

RÉSULTAT PAR ACTION (PERTE)

Le calcul du résultat par action (« RPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le RPA de base est calculé en divisant le profit ou la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Le calcul du RPA dilué suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur le RPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions, tandis que la méthode de la conversion hypothétique est employée pour les débetures convertibles. Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte nette par action ordinaire de base en raison de l'effet anti-dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions et des débetures convertibles en circulation.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs admissibles sont ajoutés au coût de ces actifs lorsqu'il est probable que ces actifs résulteront en bénéfices économiques futurs pour la Société, jusqu'au moment où ces actifs sont en substance prêts pour leur utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont constatés en charges d'intérêt à l'état du résultat (perte) dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société est présentement active dans un seul secteur – l'acquisition, l'exploration et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société se déroulent au Québec, Canada.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument en question. Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque les droits qui permettent de recevoir des flux de trésorerie à l'égard des actifs sont échus ou ont été transférés et que la Société a transféré en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété.

Les actifs et les passifs financiers sont contrebalancés et le montant net est porté au bilan lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de contrebalancer les montants constatés existe et qu'il y a intention de régler sur une base nette, ou de recouvrer l'actif et régler le passif simultanément.

Au moment de la constatation initiale, la Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes, en fonction des fins auxquelles les instruments ont été acquis :

(i) Actifs et passifs financiers à la juste valeur dans le profit ou la perte

Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement aux fins de vente ou de rachat courant. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie à moins d'être désignés comme des instruments de couverture.

Les instruments financiers dans cette catégorie sont constatés, initialement et par la suite, à la juste valeur. Les coûts de transaction sont imputés à l'état du résultat (perte). Les gains et les pertes découlant de variations de la juste valeur sont présentés à l'état du résultat (perte) à la rubrique *Autres gains et pertes*, dans la période au cours de laquelle ils se matérialisent. Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur dans le profit ou la perte sont considérés courants, à l'exception de la portion qui sera recouvrée ou payée au-delà d'une période de douze mois suivant la date du bilan, qui est considérée non courante.

(ii) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et créances sont constatés initialement au montant qu'il est prévu de recevoir moins une escompte, si elle s'avère importante, visant à réduire les prêts et créances à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, moins une provision pour dévaluation.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(iii) Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs non dérivés qui sont soit désignés dans cette catégorie ou qui n'entrent dans aucune autre catégorie.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés initialement à la juste valeur plus les coûts de transaction, et par la suite évalués à la juste valeur. Les gains ou les pertes découlant de variations de la juste valeur sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu (perte). L'intérêt sur les placements disponibles à la vente, calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, est constaté à l'état des résultats (perte) à titre de revenu financier. Lorsqu'un actif disponible à la vente est vendu ou dévalué, les gains ou les pertes cumulées sont retirés du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) et sont portés à l'état du résultat (perte), dans les autres gains ou pertes.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont considérés non courants, à moins que le placement n'arrive à échéance dans moins de douze mois, ou si la direction prévoit en disposer dans un délai de moins de douze mois.

(iv) Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les créiteurs et charges à payer, les prêts à payer, les obligations découlant de contrats de location-acquisition et les billets convertibles. Les créiteurs et charges à payer sont initialement constatés au montant qui devra être versé, moins une escompte, si elle s'avère importante, visant à réduire les comptes créiteurs à la juste valeur. Par la suite, les créiteurs et charges à payer sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur. Les prêts à payer, les obligations découlant de contrats de location-acquisition et les billets convertibles sont initialement constatés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et par la suite au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur.

Les passifs financiers sont considérés comme des passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de moins de douze mois. Sinon, ils sont considérés comme des passifs non courants.

La Société a classé ses instruments financiers de la façon suivante :

Catégorie	Instrument financier
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente	Placements
Passifs financiers au coût amorti	Créiteurs et charges à payer Prêts à payer Obligations découlant de contrats de location-acquisition Billets convertibles

DÉVALUATION D'ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de bilan, la Société analyse s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un « événement générateur de perte ») et que cet événement générateur de perte a un impact sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût amorti du prêt ou du compte créditeur et la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie estimatifs, actualisés à l'aide du taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant, soit directement ou indirectement par l'utilisation d'un compte de réserve.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbés dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation.

Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état du résultat (perte).

Actifs financiers disponibles à la vente

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte pour dévaluation déjà portée à l'état du résultat (perte). Ce montant représente la perte accumulée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) qui est reclassée à l'état du résultat (perte).

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent être résorbées.

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE EN VIGUEUR

L'IASB a émis les normes suivantes qui sont pertinentes mais qui n'ont pas encore été adoptées par la Société : IFRS 9, *Instruments financiers*; IFRS 10, *États financiers consolidés*; IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Chacune des nouvelles normes entre en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, bien que leur adoption anticipée soit permise. La Société n'a pas encore amorcé le processus d'évaluation des incidences que ces nouvelles normes et ces normes modifiées auront sur ses états financiers, ni pris la décision d'adopter ou non de façon anticipée l'une ou l'autre de ces nouvelles exigences.

Les nouvelles normes sont brièvement résumées ci-dessous :

IFRS 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS - CLASSIFICATION ET ÉVALUATION

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été émise en novembre 2009. Elle porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et les modèles d'évaluation d'IAS 39, *Instruments financiers – Constatation et évaluation*, qui s'appliquent aux instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte qui ne comporte que deux catégories : au coût amorti et à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres; ces instruments seront soit constatés à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte, ou à la juste valeur dans les autres éléments du résultat étendu. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur dans les autres éléments du résultat étendu, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur le placement, sont constatés dans le bénéfice ou la perte; toutefois, les autres gains et pertes (incluant la dévaluation) associés à de tels instruments demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat étendu indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010, qui reproduisent largement les exigences existantes énoncées dans IAS 39, mis à part que les variations de juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs évalués à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte seraient généralement constatées dans les autres éléments du résultat étendu.

IFRS 9 devra être appliquée pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée ou non.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE EN VIGUEUR (suite)

IFRS 10 – CONSOLIDATION

IFRS 10 exige d'une entité de consolider une entité contrôlée lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables découlant de sa participation dans l'entité contrôlée et qu'elle a la capacité d'affecter ces rendements par le truchement de son pouvoir sur l'entité contrôlée. En vertu des IFRS existantes, la consolidation est exigée lorsqu'une entité a le pouvoir de gouverner les politiques financières et opérationnelles d'une entité de façon à retirer des bénéfices de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation — Entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

IFRS 13 - ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

IFRS 13 est une norme détaillée portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet, applicables à l'ensemble des normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu de la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. En vertu des IFRS existantes, les directives portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet sont dispersées parmi les normes spécifiques qui exigent des évaluations de juste valeur et dans plusieurs cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ni une divulgation uniforme.

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Plusieurs des montants présentés dans les états financiers exigent que la direction émette des opinions et/ou fasse des estimations. Ces opinions et ces estimations sont révisées en continu et reposent sur l'expérience de la direction ainsi que sa connaissance des faits et des circonstances pertinentes. Les résultats réels pourraient différer des montants présentés dans les états financiers.

Les opinions et les estimations de la direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers à l'égard des éléments suivants :

1. Dévaluation d'actifs non financiers

- L'évaluation de la juste valeur de la Société en ce qui a trait à la valeur comptable d'actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la juste valeur réelle des actifs en question. Les justes valeurs sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des justes valeurs estimatives aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de juste valeur de la Société reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des justes valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dévaluation à chaque date de bilan. Cette détermination implique une grande part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dévaluation comprennent notamment, sans s'y limiter, de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, des interruptions des activités d'E&E, ou une baisse importante du prix de l'uranium.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

- Au quatrième trimestre de 2010, à la suite d'une analyse de dévaluation, la propriété Apple, les frais d'exploration reportés associés et les immobilisations corporelles associées (les « actifs d'Apple ») ont été dévalués de 3,1 millions \$, 828 851 \$ et 150 000 \$ respectivement, au prorata de leurs valeurs comptables au 31 décembre 2010, ce qui représente une perte pour dévaluation de 4,1 millions \$. La Société a estimé la juste valeur des actifs d'Apple, qui représente 50 % de la valeur comptable des actifs d'Apple, en appliquant l'approche de marché basée sur la variation moyenne du cours de l'action calculée en fonction de sociétés ouvertes comparables entre le 31 décembre 2010 et le 6 septembre 2007, qui est la date à laquelle la Société a fait l'acquisition de la propriété Apple au moyen de l'émission d'actions ordinaires. Les sociétés ouvertes comparables sont des sociétés ouvertes d'exploration en uranium basées au Canada qui sont considérées comme pouvant servir de base comparative raisonnable en ce qui a trait aux caractéristiques d'investissement relatives de la propriété sous étude. Le choix de la méthode et des sociétés ouvertes comparables et l'estimation de la perte pour dévaluation sont des estimations qui requièrent le jugement de la direction.
 - Au 31 mars 2011 et dans la période de trois mois terminée à cette date, la direction n'a pas analysé ses actifs non financiers pour dévaluation puisque la Société est d'avis que leur valeur n'a pas été affectée par la baisse courante du prix de l'uranium et par l'impact négatif des événements survenus au Japon. Les projets de la Société ne devraient pas, selon les prévisions, entrer en production commerciale avant l'année 2014, et la Société est d'avis que le niveau actuel du cours de l'uranium ne reflète pas le cours futur, qui sera plus élevé de l'avis de la direction, et ne constitue pas un changement négatif important du contexte économique de la Société qui déclencherait une analyse de dévaluation.
2. Constatation d'actifs d'impôts différés et évaluation de la charge fiscale
- Périodiquement, nous évaluons la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si nous croyons qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, alors la Société constate uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date du bilan pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôt courant, puisque la détermination d'impôt éventuel lié à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.
3. Évaluation des paiements à base d'actions
- La Société constate tous ses paiements à base d'actions à l'aide de la méthode de la juste valeur. La Société utilise le modèle Black-Scholes pour déterminer la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription. Le principal élément qui affecte les estimations de la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription est le taux de volatilité prévu du cours de l'action. La Société estime présentement la volatilité prévue de ses actions ordinaires en fonction de la volatilité historique en tenant compte de la durée de vie prévue des options et des bons de souscription.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

4. Valeur comptable des composantes des billets convertibles
 - Les composantes passifs et capitaux propres des billets convertibles sont présentés séparément au bilan à partir de la constatation initiale. La Société détermine la valeur comptable du passif financier en actualisant les paiements futurs au taux du marché actuel pour un passif similaire avec une cote de crédit comparable et qui générerait en substance les mêmes flux de trésorerie n'étant pas assortis d'une option de conversion. Le taux du marché actuel utilisé pour ce calcul et la définition de passifs similaires avec une cote de crédit comparable et qui générerait en substance les mêmes flux de trésorerie n'étant pas assortis d'une option de conversion sont des estimations importantes de la Société et une variation du taux estimé pourrait avoir une incidence sur la valeur comptable de la composante passif et par conséquent de la composante capitaux propres et de la charge de désactualisation sur la durée des billets convertibles.
5. La durée de vie utile et la valeur résiduelle estimatives des immobilisations corporelles et l'évaluation de la charge de dépréciation
 - La direction estime la durée de vie utile des immobilisations corporelles en fonction de la période durant laquelle les actifs devraient être disponibles pour utilisation. Les montants et la durée des charges constatées pour la dépréciation des immobilisations corporelles pour toute période sont affectés par ces estimations de la durée de vie utile. Les estimations sont révisées au moins une fois par année et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique ou commerciale, ou de restrictions juridiques ou autres. Une part importante des immobilisations corporelles a été dépréciée à l'aide de la méthode linéaire jusqu'en 2014, qui est la date anticipée de la décision finale de production et qui représente une estimation comptable importante de la Société. Il est possible que des changements en ce qui a trait à ces facteurs puissent amener la Société à modifier de façon importante ses estimations portant sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles de la Société dans l'avenir notamment la date anticipée de la décision finale de production de la Société, et de tels changements pourraient avoir une incidence sur la charge d'amortissement dans l'avenir.
6. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles
 - Des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale de propriétés minières et d'équipements, puisque les activités minières sont assujetties à des lois et des règlements concernant la protection de l'environnement. La Société a l'intention d'engager dans l'avenir des dépenses pour se conformer à ces lois et règlements. La valeur actualisée estimative des passifs de réhabilitation est constatée dans la période au cours de laquelle le passif est engagé. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif associé est constatée et dépréciée sur la durée de vie de l'actif en question. Le passif sera augmenté à chaque période pour refléter la composante intérêt et sera également ajusté pour tenir compte des variations des taux d'actualisation et des estimations quant à l'ampleur, la durée et le coût des travaux qui seront effectués.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

- Les futurs coûts de réhabilitation sont cumulés en fonction des meilleures estimations de la direction à la fin de chaque période en ce qui a trait aux coûts comptants non actualisés qu'il est prévu d'engager à chaque site. Les modifications apportées aux estimations sont reflétées pour la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. La comptabilisation des obligations de réhabilitation et de restauration exige que la direction fasse des estimations quant aux futurs coûts qu'ils engageront pour compléter les travaux de réhabilitation et de restauration nécessaires pour se conformer aux lois et aux règlements en vigueur à chaque site d'exploitation minière. La Société estime également le moment des déboursés, qui peut changer et qui est présentement estimé à l'an 2014, qui est la date prévue de la décision finale de production et qui représente une estimation comptable significative de la Société. Les coûts réels engagés pourraient différer des montants estimés. De plus, de futurs changements aux lois et aux règlements environnementaux pourraient augmenter l'ampleur des travaux de réhabilitation et de restauration que la Société devra réaliser. L'augmentation des futurs coûts pourrait avoir une incidence importante sur les montants imputés aux opérations pour la restauration et la réhabilitation.

7. Provisions et passifs éventuels

- Des jugements doivent être portés à savoir si un événement passé a mené à un passif qui devrait être constaté dans les états financiers ou porté aux passifs éventuels. La quantification de tels passifs implique souvent une bonne part de jugement et d'estimation. Ces jugements reposent sur un certain nombre de facteurs, dont la nature de la réclamation ou du litige, le processus juridique et le montant potentiellement payable, les conseils juridiques reçus, l'expérience antérieure et la probabilité qu'une perte se matérialise. Plusieurs de ces facteurs introduisent une part d'incertitude dans les estimations.

5. TRANSITION AUX IFRS

Les effets découlant de la transition effectuée par la Société des PCGR du Canada aux IFRS, tels qu'ils sont décrits à la note 2, sont condensés dans la présente note de la façon suivante :

- a) Options de transition privilégiées;
- b) Rapprochement des bilans, des capitaux propres, de la perte et de la perte étendue tel qu'il est constaté précédemment en vertu des PCGR du Canada versus les IFRS et notes explicatives;
- c) Ajustements à l'état des flux de trésorerie;
- d) Autres renseignements relatifs aux IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

(a) Options de transition privilégiées

IFRS 1, *Première adoption des IFRS*, offre la possibilité d'utiliser certaines exemptions à l'application rétrospective complète des IFRS. La Société a évalué les options disponibles et a choisi d'adopter les exemptions de transition suivantes :

- (i) Conformément à IFRS 1, la Société a choisi d'appliquer IFRS 2, *Paiements à base d'actions*, de façon prospective. Cette exemption permet à la Société d'appliquer IFRS 2, *Paiements à base d'actions*, de façon rétrospective à la date de transition, uniquement pour les instruments de capitaux propres qui ont été attribués après le 7 novembre 2002 et qui n'étaient pas exerçables au moment de la transition aux IFRS. À la date de transition, aucun ajustement important n'a été défini, par conséquent, aucun ajustement significatif n'était requis. Les soldes des composantes capitaux propres en vertu des PCGR du Canada liés à des transactions de paiements à base d'actions engagés avant cette date ont été reportés sans ajustement.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

- (ii) Conformément à IFRS 1, la Société a choisi d'appliquer les dispositions transitoires de l'IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location, à la date de transition pour tous les accords autres que ceux entérinés ou modifiés depuis le 1^{er} janvier 2005, puisque ces accords ont déjà été analysés selon des critères similaires à ceux de l'IFRIC 4 en vertu des PCGR. L'analyse des accords n'a donc eu aucune incidence.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010
(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

(b) Rapprochement des bilans, des capitaux propres, de la perte et de la perte étendue tels que présentés en vertu des PCGR du Canada versus les IFRS et notes explicatives (suite)

Réf.	1 ^{er} janvier 2010			31 mars 2010			31 décembre 2010			
	PCGR canadiens	Ajust.	IFRS	PCGR canadiens	Ajust.	IFRS	PCGR canadiens	Ajust.	IFRS	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Actifs										
Actif courant										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(i)	321 065	2 473 260	2 794 325	12 363 918	-	12 363 918	10 057 889	5 000 040	15 057 929
Partie courante des crédits d'impôt à recevoir		9 306 880	-	9 306 880	10 261 296	-	10 261 296	8 149 396	-	8 149 396
Taxes de vente à recevoir		334 951	-	334 951	1 107 382	-	1 107 382	791 607	-	791 607
Actifs financiers disponibles à la vente		45 000	-	45 000	40 000	-	40 000	135 000	-	135 000
Frais payés d'avance et autre		287 348	-	287 348	463 435	-	463 435	370 761	-	370 761
		10 295 244	2 473 260	12 768 504	24 236 031	-	24 236 031	19 504 653	5 000 040	24 504 693
Partie non courante										
des crédits d'impôt à recevoir		-	-	-	-	-	-	1 935 799	-	1 935 799
Fonds réservés à l'exploration	(i)	2 473 260	(2 473 260)	-	-	-	-	5 000 040	(5 000 040)	-
Propriétés minières	(ii)	10 827 687	(2 809 321)	8 018 366	10 829 507	(2 809 321)	8 020 186	6 542 234	(2 809 321)	5 132 913
	(v)	-	-	-	-	-	-	-	1 400 000	-
Frais d'exploration reportés	(ii)	36 304 887	-	40 351 341	40 873 103	-	45 260 364	46 251 004	254 870	51 263 145
	(iii)	-	4 046 454	-	-	4 382 285	-	-	4 757 448	-
	(iv)	-	-	-	-	4 976	-	-	78 674	-
	(v)	-	-	-	-	-	-	-	(78 851)	-
Immobilisations corporelles	(iv)	1 754 666	49 755	1 804 421	4 130 843	118 743	4 249 585	9 604 358	572 883	10 177 241
		61 655 744	1 286 888	62 942 632	80 069 484	1 696 683	81 766 166	88 838 088	4 175 703	93 013 791
Passif										
Passif courant										
Créditeurs et charges à payer		1 697 302	-	1 697 302	5 561 494	-	5 561 494	2 907 777	-	2 907 777
Prêt à payer		-	-	-	-	-	-	3 775 843	-	3 775 843
Partie courante d'obligations découlant de contrats de location-acquisition		156 814	-	156 814	263 369	-	263 369	275 244	-	275 244
Autre passif	(vi)	-	490 348	490 348	-	-	-	-	421 057	421 057
		1 854 116	490 348	2 344 464	5 824 863	-	5 824 863	6 958 864	421 057	7 379 921
Obligations										
découlant de contrats de location-acquisition		171 522	-	171 522	192 109	-	192 109	45 003	-	45 003
Billets convertibles		-	-	-	4 679 771	-	4 679 771	5 588 713	-	5 588 713
Impôts différés	(ii)	1 293 000	(1 348 236)	4 346 770	1 132 000	(2 370 078)	5 985 739	-	(1 489 135)	5 911 466
	(iii)	-	4 265 760	-	-	4 473 484	-	-	4 894 774	-
	(vi)	-	136 246	-	-	(254)	-	-	(254)	-
	(vii)	-	-	-	-	2 750 587	-	-	2 506 081	-
Obligations de la mise hors service d'immobilisations corporelles	(iv)	160 000	49 755	209 755	325 095	122 055	447 150	1 316 413	608 984	1 925 397
		3 478 638	3 593 873	7 072 511	12 153 838	4 975 795	17 129 632	13 908 993	6 941 507	20 850 500

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

(b) Rapprochement des bilans, des capitaux propres, de la perte et de la perte étendue tels que présentés en vertu des PCGR du Canada versus les IFRS et notes explicatives (suite)

	Réf.	1 ^{er} janvier 2010		31 mars 2010			31 décembre 2010			
		PCGR canadiens	Ajust.	IFRS	PCGR canadiens	Ajust.	IFRS	PCGR canadiens	Ajust.	IFRS
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Capitaux propres										
Capital-actions	(vi)	58 766 177	(1 787 944)	56 882 068	59 079 501	(1 372 944)	57 699 661	71 698 381	(1 794 000)	69 827 133
	(ii)	-	(96 165)	-	7 683 910	(6 896)	4 933 323	7 683 910	(77 248)	4 933 323
Composante	(vii)	-	-	-	-	(2 750 587)	-	-	(2 750 587)	-
capitaux propres des billets convertibles										
Bons de souscription		-	-	-	2 077 350	-	2 077 350	3 383 533	-	3 383 533
Surplus d'apport		8 814 337	-	8 814 337	8 841 322	-	8 841 322	9 419 946	-	9 419 946
Autres éléments du résultat étendu	(viii)	-	(255 000)	(255 000)	-	(260 000)	(260 000)	-	(165 000)	(165 000)
Déficit	(ii)	(9 403 408)	(1 364 921)	(9 571 284)	(9 766 437)	(432 347)	(8 655 122)	(17 256 675)	(988 068)	(15 235 644)
	(iii)	-	(219 306)	-	-	(91 200)	-	-	(137 326)	-
	(iv)	-	-	-	-	1 664	-	-	42 573	-
	(v)	-	-	-	-	-	-	-	1 321 149	-
	(vi)	-	1 161 351	-	-	1 373 198	-	-	1 373 198	-
	(vii)	-	-	-	-	-	-	-	244 505	-
	(viii)	-	255 000	-	-	260 000	-	-	165 000	-
		58 177 106	(2 306 985)	55 870 121	67 915 646	(3 279 112)	64 636 534	74 929 095	(2 765 804)	72 163 291
		61 655 744	1 286 888	62 942 632	80 069 484	1 696 683	81 766 166	88 838 088	4 175 703	93 013 791

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010
(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

(b) Rapprochement des bilans, des capitaux propres, de la perte et de la perte étendue tels que présentés en vertu des PCGR du Canada versus les IFRS et notes explicatives (suite)

	Réf	Exercice terminé le 31 décembre 2010			Période de trois mois terminée le 31 mars 2010		
		PCGR canadiens	Ajust.	IFRS	PCGR canadiens	Ajust.	IFRS
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
DÉPENSES							
Consultants et frais professionnels		1 283 995	-	1 283 995	199 076	-	199 076
Rémunération à base d'actions		405 423	-	405 423	26 985	-	26 985
Communications et dépenses promotionnelles		591 828	-	591 828	271 396	-	271 396
Dépenses de bureau		246 221	-	246 221	69 195	-	69 195
Amortissement des immobilisations corporelles		38 702	-	38 702	6 127	-	6 127
Dévaluation de propriétés minières, dépenses d'exploration reportées et immobilisations corporelles	(v)	5 400 000	(1 321 148)	4 078 851	-	-	-
Perte d'exploitation		(7 966 169)	1 321 148	(6 645 020)	(572 779)	-	(572 779)
Résultat financier		43 203	-	43 203	10 378	-	10 378
Frais de financement							
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles		1 097 099	-	1 097 099	188 157	-	188 157
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	(iv)	76 257	(42 573)	33 684	3 551	(1 664)	1 887
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer		7 049	-	7 049	-	-	-
Intérêts et frais bancaires		50 597	-	50 597	572	-	572
Intérêts relatifs aux obligations découlant de contrats de location-acquisition		26 852	-	26 852	7 744	-	7 744
Gain non réalisé sur les changements de la juste valeur de l'investissement	(viii)	(90 000)	90 000	-	5 000	(5 000)	-
Perte avant impôts sur les résultats		(9 090 820)	1 273 722	(7 817 098)	(767 425)	6 664	(760 761)
Impôts sur les résultats	(iii)	-	(710 994)	(710 994)	-	(335 831)	(335 831)
Recouvrement d'impôts différés	(ii)	(1 237 553)	(376 852)	(1 441 743)	(404 396)	(932 574)	(1 341 092)
	(iii)	-	629 013	-	-	207 724	-
	(vi)	-	(211 846)	-	-	(211 846)	-
	(vii)	-	(244 505)	-	-	-	-
RÉSULTAT NET (PERTE)		(7 853 267)	2 188 906	(5 664 361)	(363 029)	1 279 191	916 162
Autres éléments du résultat étendu							
Variation des actifs financiers disponibles à la vente	(viii)	-	(90 000)	(90 000)	-	5 000	5 000
RÉSULTAT ÉTENDU (PERTE)		(7 853 267)	2 278 906	(5 574 361)	(363 029)	1 274 191	911 162
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE		(0,063)		(0,046)	(0,003)		0,007
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)		123 019		123 019	122 429		122 429

Certains montants présentés aux états intermédiaires non audités des résultats ont été reclassés pour se conformer aux exigences de présentation adoptées en vertu des IFRS, puisque l'état du résultat comportait des dépenses classées par fonction et par nature, ce qui n'a permis selon les IFRS.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

- (b) Rapprochement des bilans, des capitaux propres, de la perte et de la perte étendue tels que présentés en vertu des PCGR du Canada versus les IFRS et notes explicatives (suite)

NOTES EXPLICATIVES

- (i) Selon les IFRS, les fonds réservés à l'exploration ne sont pas considérés comme des fonds affectés et sont classés dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- (ii) Selon les PCGR du Canada, les impôts différés découlant de l'acquisition d'un actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui découle de l'écart entre la valeur comptable de l'actif acquis et sa valeur fiscale devraient être constatés.

Selon les IFRS, les impôts différés résultant de telles transactions ne sont pas constatés.

- (iii) Selon les PCGR du Canada, aucun passif d'impôts différés («PID») n'a été constaté pour les droits miniers du Québec («DMQ») puisque peu importe la méthode prévue de recouvrement, la valeur fiscale des intérêts dans les propriétés minières aux fins des DMQ correspond au plus élevé de deux montants, qui sont équivalents à la valeur comptable.

Selon les IFRS, la valeur fiscale des actifs est déterminée en fonction de la méthode prévue de recouvrement des actifs. Dans la plupart des cas, et particulièrement dans le cas de la Société, il y a des indications à l'effet que les actifs miniers pourront être recouverts par l'exploitation. Par conséquent, la valeur fiscale de la propriété minière aux fins des DMQ n'est pas sa valeur comptable mais plutôt le montant du remboursement de DMQ, qui était nul au moment de la transition. Le passif d'impôts différés est constaté comme une charge fiscale différée à l'état du résultat (perte).

En ce qui a trait au crédit pour pertes, il est constaté à l'état du résultat à titre de recouvrement d'impôt courant puisque l'une des raisons pour lesquelles un PID est constaté est le fait qu'un crédit remboursable pour pertes a été réclamé. Selon cette approche, par suite de la conversion aux IFRS, le crédit pour pertes constaté en réduction des frais d'exploration reportés en vertu des PCGR du Canada devra être reporté dans les frais d'exploration reportés et le montant correspondant comptabilisé pour ajuster le déficit.

- (iv) Selon les PCGR du Canada, le taux d'actualisation utilisé pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles est fondé sur le taux sans risque rajusté selon la cote de crédit de l'entité.

Selon les IFRS, le taux d'actualisation utilisé devrait refléter les risques inhérents au passif, ceci ayant pour effet d'augmenter l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles, d'augmenter les actifs sous-jacents inclus dans les immobilisations corporelles, d'augmenter la dépense d'amortissement, de diminuer la charge de désactualisation ainsi que d'ajuster les impôts différés.

- (v) Selon les PCGR du Canada, les actifs d'Apple ont été dévalués d'un montant de 5,4 millions \$ dans la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, et par suite de la transition aux IFRS, la charge pour dévaluation a été réduite à 4,1 millions \$ en raison d'ajustements requis pour se conformer aux IFRS affectant les actifs liés aux activités d'E&E.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

(b) Rapprochement des bilans, des capitaux propres, de la perte et de la perte étendue tels que présentés en vertu des PCGR du Canada versus les IFRS et notes explicatives (suite)

(vi) Selon les PCGR du Canada, lorsque des actions accréditatives sont émises, elles sont initialement constatées dans le capital social à leur prix d'émission. Au moment où les dépenses sont renoncées (en déposant les formulaires prescrits) aux investisseurs, un passif d'impôt futur est constaté à titre de coût d'émission d'actions (en réduction du capital social). Selon les IFRS, les actions accréditatives sont constatées en fonction du prix coté des actions existantes à la date d'émission. L'écart (la « prime ») entre le montant constaté en capital social et le montant payé par les investisseurs pour les actions est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé au bénéfice à titre de recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées. L'impact fiscal résultant de la renonciation est constaté à titre de charge d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

(vii) Selon les PCGR du Canada, il existe une exception, où aucun impôt différé n'est constaté lorsque le règlement de la composante passif d'instruments financiers composés, conformément aux modalités inhérentes, pourrait se produire sans impact fiscal. Lorsque l'entité est en mesure de régler l'instrument sans incidence fiscale, la valeur fiscale de la composante passif est considérée équivalente à sa valeur comptable et il n'y a aucun écart temporaire.

Selon les IFRS, les impôts différés liés à la composante passif d'instruments financiers composés sont constatés si la valeur comptable de la composante passif diffère de la valeur fiscale.

En 2010, la Société a émis des billets convertibles pour lesquels aucun passif d'impôt différé n'a été constaté en vertu des PCGR du Canada. Par suite de la transition aux IFRS, la Société a calculé le passif d'impôts différés découlant de ce passif.

(viii) Selon les IFRS, le placement est classé comme étant disponible à la vente. Il était classé dans les actifs détenus à des fins de transaction selon les PCGR du Canada. Les variations de juste valeur de placements disponibles à la vente sont donc constatées à l'état du résultat étendu (perte) selon les IFRS, déduction faite des impôts différés, et non à l'état du résultat (perte) tel qu'elles l'étaient selon les PCGR du Canada.

(c) Ajustements à l'état des flux de trésorerie

La transition des PCGR du Canada aux IFRS n'a eu aucune incidence importante sur l'état des flux de trésorerie, à l'exception des crédits d'impôt à recevoir qui ont été reclassés dans les activités d'exploitation plutôt que dans les activités d'investissement et les fonds réservés à l'exploration qui ont été reclassés dans la trésorerie et dans les équivalents de trésorerie.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010
(Non audités)

5. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Flux de trésorerie provenant de (affectés aux)

Exercice terminé le 31 décembre 2010	Réf.	PCGR canadiens	Ajustement	IFRS
		\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'opérations	5b (iii)	(3 134 606)	1 151 952	(1 982 654)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	5b (i) et (iii)	(14 506 671)	(3 625 212)	(18 131 883)
Variation nette à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie	5b (i)	14 736 864	(2 473 260)	12 263 604
Période de trois mois terminée le 31 mars 2010	Réf.	PCGR canadiens	Ajustement	IFRS
		\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	5b (iii)	(876 178)	1 151 952	275 774
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	5b (i) et (iii)	(1 845 852)	(3 625 212)	(5 471 064)
Variation nette à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie	5b (i)	12 042 853	(2 473 260)	9 569 593

d) Autres renseignements relatifs aux IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Rémunération des principaux membres de la direction

La Société a conclu une entente de services pour assurer des services de gestion à la Société, incluant les principaux membres de la direction.

Les principaux membres de la direction comprennent des administrateurs et des membres de la haute direction. La rémunération payée ou à payer pour les services des principaux membres de la direction est présentée ci-dessous :

	Exercice terminé le 31 décembre 2010
	\$
Frais pour les services des membres de la direction et administrateurs	1 310 000
Paiements à base d'actions	405 000
	1 715 000

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

6. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre		Radiations	31 mars
		2010	Additions		2011
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	100 %	338 657	-	-	338 657
Matoush Extension	100 %	20 842	572	-	21 414
Eclat	100 %	1 285 901	-	-	1 285 901
Pacific Bay-Matoush	Option de 60 %	438 713	51	-	438 764
Autres projets					
Mistassini (note 10)	Option de 60 %	9 827	8 892	-	18 719
Apple	100 %	3 038 973	7 080	-	3 046 053
		5 132 913	16 595	-	5 149 508

Propriétés minières	Intérêt	1 ^{er} janvier		Radiations	31 décembre
		2010	Additions		2010
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	100 %	338 306	351	-	338 657
Matoush Extension	100 %	1 236	19 606	-	20 842
Eclat	100 %	1 280 807	5 094	-	1 285 901
Pacific Bay-Matoush	Option de 60 %	261 279	177 436	-	438 715
Autres projets					
Mistassini	Option de 60 %	9 041	786	-	9 827
Apple	100 %	6 127 697	11 274	(3 100 000)	3 038 971
		8 018 366	214 547	(3 100 000)	5 132 913

Frais d'exploration reportés	31 mars	31 décembre	1 ^{er} janvier
	2011	2010	2010
		\$	\$
Frais d'exploration reportés	55 251 548	50 386 388	40 138 577
Fournitures d'exploration	1 411 794	876 757	212 764
		56 663 342	51 263 145

Frais d'exploration reportés	31 décembre		Crédits d'impôt	Radiations	31 mars
	2010	Additions			2011
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	42 926 625	5 674 158	(1 478 254)	-	47 122 529
Matoush Extension	494 879	8 687	(3 366)	-	500 200
Eclat	4 361 338	7 371	(2 856)	-	4 365 853
Pacific Bay-Matoush	1 237 034	501 940	(194 502)	-	1 544 472
Autres projets					
Mistassini (note 10)	572 272	534 468	(207 106)	-	899 634
Apple	794 240	24 854	(234)	-	818 860
		50 386 388	6 751 478	(1 886 318)	55 251 548

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

6. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS (suite)

Frais d'exploration reportés	1 ^{er} janvier 2010	Additions	Crédits d'impôt	Radiations	31 décembre 2010
	\$	\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	35 515 996	12 085 631	(4 675 002)	-	42 926 625
Matoush Extension	471 425	38 290	(14 836)	-	494 879
Eclat	1 113 569	5 302 480	(2 054 711)	-	4 361 338
Pacific Bay-Matoush	923 867	527 330	(214 163)	-	1 237 034
Autres projets					
Mistassini	555 156	21 878	(4 762)	-	572 272
Apple	1 558 564	72 375	(7 848)	(828 851)	794 240
	40 138 577	18 047 984	(6 971 322)	(828 851)	50 386 388

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Bâtiments et infrastructures (i)	Véhicules et matériel roulant (ii)	Équipement	Total (iii)
	\$	\$	\$	\$
Au 1^{er} janvier 2010				
Coût	2 065 494	344 545	749 137	3 159 176
Dépréciation accumulée	(774 728)	(297 094)	(282 933)	(1 354 755)
Valeur comptable nette	1 290 766	47 451	466 204	1 804 421
Exercice terminé le 31 décembre 2010				
Ouverture, valeur comptable nette	1 290 766	47 451	466 204	1 804 421
Ajouts	9 551 227	153 831	197 500	9 902 558
Charges de dépréciation	(1 125 144)	(53 563)	(201 031)	(1 379 738)
Dévaluation	(150 000)	-	-	(150 000)
Valeur comptable nette	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
Au 31 décembre 2010				
Coût	11 616 721	498 376	946 637	13 061 734
Charges de dépréciation accumulée	(1 899 872)	(350 657)	(483 964)	(2 734 493)
Dévaluation cumulée	(150 000)	-	-	(150 000)
Valeur comptable nette	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
Période de trois mois terminée le 31 mars 2011				
Ouverture, valeur comptable nette	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
Ajouts	279 264	-	-	279 264
Charges de dépréciation	(696 403)	(14 330)	(54 865)	(765 598)
Valeur comptable nette	9 149 710	133 389	407 808	9 690 907
Au 31 mars 2011				
Coût	11 895 985	498 376	946 637	13 340 998
Charges de dépréciation accumulée	(2 596 275)	(364 987)	(538 829)	(3 500 091)
Dévaluation cumulée	(150 000)	-	-	(150 000)
Valeur comptable nette	9 149 710	133 389	407 808	9 690 907

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

- (i) Le montant pour les immobilisations corporelles qui ont été acquises et livrées ou qui sont en construction sur le site du projet Matoush et qui n'avaient pas été amorties au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010, s'élevait à 544 859 \$ et est présenté dans bâtiment et infrastructures (néant au 1^{er} janvier 2010).
- (ii) Aucune charge d'amortissement n'a été imputée à l'état du résultat (perte) en lien avec les contrats de location-acquisition. La charge d'amortissement associée aux immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-acquisition de 164 467 \$ a été capitalisée dans les frais d'exploration reportés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

Sont inclus dans bâtiment et infrastructures, les bâtiments et infrastructures faisant l'objet d'un contrat de location-financement dont la valeur comptable nette était de 248 987 \$ et 328 499 \$ au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010 respectivement.

- (iii) Toutes les immobilisations corporelles sont situées au Canada.

8. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES

	Billets convertibles	Prêts à payer	Total
	\$	\$	\$
Au 1^{er} janvier 2010			
Ajouts	4 491 614	6 254 927	10 746 541
Coûts de financement	1 097 099	20 916	1 118 015
Remboursement	-	(2 500 000)	(2 500 000)
Au 31 décembre 2010	5 588 713	3 775 843	9 364 556
Ajouts	-	-	-
Coûts de financement	334 449	54 085	388 534
Remboursement	-	-	-
Au 31 mars 2011	5 923 162	3 829 927	9 753 089

9. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LE FLUX DE TRÉSORERIE

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2011	2010
	\$	\$
Opérations sans effet sur la trésorerie :		
Frais d'exploration reportés inclus dans les créditeurs et autres charges à payer	2 618 164	3 197 845
Ajouts aux immobilisations corporelles inclus dans les créditeurs et autres charges à payer	17 829	885 222
Crédits d'impôt à recevoir présentés en réduction des frais reportés	1 886 318	1 770 537
Immobilisations corporelles comptabilisées en vertu des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	-	171 853
Immobilisations corporelles comptabilisées en vertu des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	19 290	236 298
Amortissement d'immobilisations corporelles inclus dans les frais d'exploration reportés	753 949	180 240
Unités émises comme frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impact fiscal de 171 604 \$	-	578 396
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'exploration reportés	3 614	-

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires condensés

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010

(Non audités)

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 16 mai 2011, la Société et Ressources Majescor inc. (« Majescor ») ont signé une entente de coentreprise définitive dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 14 février 2011, soit la date à laquelle la Société a rempli ses obligations conformément à l'entente d'option. La Société détient maintenant une participation de 60 % dans la coentreprise. L'actif principal de la coentreprise est la propriété Mistassini (note 6).